

# Histoire des relations internationales 1871-1918

**Charles Zorgbibe**

*Du système de Bismarck au  
premier conflit mondial :  
l'Europe de Bismarck ;  
l'avènement de la poli-  
tique mondiale ; la marche  
à la guerre.*



*Pluriel*  
*référence*

0845E-29910725-10

DI-25101994-35480

1871-1918

# Histoire des relations internationales

**Du système de Bismarck  
au premier conflit mondial  
1871-1918**

Charles Ziegler

N° 6  
6894  
(1)

DL-25 10 1994-32480

*Agrégé de droit public et de science politique, Charles Zorgbibe est professeur à la Sorbonne. Il a été doyen de la faculté de droit de Paris-sud, recteur de l'académie d'Aix-Marseille, directeur de la Fondation pour les études de défense. Il dirige le troisième cycle de « Relations internationales » à l'université de Paris-I.*

A paraître en septembre 1995

**Tome 3 : 1945-1970  
Du système de Yalta  
à la crise des alliances**

**Tome 4 : 1970 à nos jours  
Du triangle Washington-  
Moscou-Pékin, à l'après-  
guerre froide**



© Hachette, 1994

Collection *Pluriel* fondée par Georges Liébert  
et dirigée par Pierre Vallaud

---

93  
1817852  
Nv  
1826005

# **Histoire des relations internationales**

**Du système de Bismarck  
au premier conflit mondial**

**1871-1918**

**Tome I**

**Charles Zorgbibe**

University of Chicago Press  
Chicago, Illinois

# Introduction

The system of the world  
is a complex and dynamic one  
1971-1972

John F. Kennedy  
Charles E. Wilson

## L'Europe à l'ombre de Bismarck

Le 18 mars 1871, le Congrès de Vienne, qui avait réorganisé l'Europe après la chute de Napoléon, fut réouvert à Berlin. Cette fois, c'était pour discuter de la paix perpétuelle. Le chancelier allemand, Otto von Bismarck, avait pour objectif de créer une Europe unifiée sous la domination de la Prusse. Il voulait éviter une nouvelle guerre mondiale. Pour cela, il fallait que la France soit éliminée comme puissance rivale. C'est pourquoi il déclara la guerre à la France en 1870. La guerre de 1870-1871 fut une victoire pour la Prusse. Elle entraîna la chute de Napoléon III et la proclamation de la République à Paris. Le 18 janvier 1871, le Congrès de Vienne fut réouvert à Berlin. Cette fois, c'était pour discuter de la paix perpétuelle. Le chancelier allemand, Otto von Bismarck, avait pour objectif de créer une Europe unifiée sous la domination de la Prusse. Il voulait éviter une nouvelle guerre mondiale. Pour cela, il fallait que la France soit éliminée comme puissance rivale. C'est pourquoi il déclara la guerre à la France en 1870. La guerre de 1870-1871 fut une victoire pour la Prusse. Elle entraîna la chute de Napoléon III et la proclamation de la République à Paris.

## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

### L'EMPIRE ALLEMAND ET L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN

#### *La proclamation de Versailles*

La proclamation de Guillaume I<sup>er</sup> comme empereur, le 18 janvier 1871, dans la galerie des Glaces du château de Versailles, annonça, en même temps, au monde, la fondation du nouveau « Reich allemand ». Bismarck avait vu dans l'opposition de la France et de la Prusse le prix de l'unification de l'Allemagne. La « guerre nationale contre le peuple voisin, notre séculaire agresseur » devait conduire, selon le chancelier, les États du Sud de l'Allemagne, restés indépendants, à entrer dans la Confédération. De fait, des traités furent conclus avec ces États entre les 15 et 25 novembre 1870 ; la dernière ratification sera votée par le *Landtag* de Bavière, le 21 janvier.

Au cœur du pays vaincu, la monarchie militaire triomphait. Princes, généraux et courtisans célébraient l'unification. Les forces motrices de la société allemande – les milieux économiques –, les élus, l'opinion publique communiaient à distance. Quelques rares dissonances : « Tout était si froid, prétentieux, brillant, somptueux, outrecuidant, sec et vide », confiait Otto de Bavière à Louis II.

Au pied du trône : l'architecte de l'unité allemande, Otto von Bismarck. Le chancelier était entré, un quart de siècle plus tôt, et comme par effraction, sur la scène politique lorsque, hobereau de 32 ans, colosse inconnu et à la voix étonnamment fluette, il avait provoqué un beau tumulte au sein du *Landtag* uni de Prusse avec un discours dans lequel il repoussait comme « constructions de l'esprit » les articles de foi du libéralisme allemand de l'époque. L'image de l'extrémiste idéologique, du don Quichotte réactionnaire à la recherche d'un univers féodal disparu, lui était longtemps restée accolée : longtemps, les caricaturistes le dessinèrent en chevalier vêtu d'une carapace d'écrevisse. Ambassadeur à la Diète de Francfort, manifestant, au sein de ce congrès d'États souverains, son scepticisme sur la force militaire de la grande rivale



## L'Empire allemand et l'équilibre européen

---

de la Prusse, l'Autriche, il était devenu ministre d'État de Prusse à la faveur d'un conflit constitutionnel qui nécessitait la présence, auprès du roi, d'un « junker servile »...

En ce jour de célébration du nouveau Reich, la force symbolique du paladin fidèle, debout au pied du monarque, avait un contrepoint imprévu : Bismarck et Guillaume s'étaient affrontés jusqu'à la veille de la cérémonie. Le roi de Prusse refusait le titre d'empereur allemand (*Deutscher Kaiser*), conforme à la légitimité constitutionnelle, mais qui lui semblait « un grade de capitaine, délivré sans solde ni pouvoir de commandement ». Il voulait être « empereur d'Allemagne » (*Kaiser von Deutschland*). Pour contourner la difficulté, le grand-duc de Bade, son gendre, le nomma : « empereur Guillaume ». Et Bismarck de confier à sa femme : « Cet accouchement impérial fut difficile. Les rois ont, à ces moments-là, de curieuses envies comme les femmes avant de mettre au monde... Moi, l'accoucheur, j'ai bien regretté de n'être pas une bombe pour faire exploser toute l'affaire. »

Plus sérieusement, Bismarck s'inquiétait de l'ambiance d'exaltation nationale et du sentiment de supériorité qui gagnait ses compatriotes. Face aux dangers qu'il percevait – comment le concert des puissances accueillerait-il le nouvel État fédéral de l'Europe centrale ? –, il apparaissait comme un ergoteur, prompt à tout dramatiser. En réalité, le politicien ultraconservateur de naguère était devenu un « individu historique à l'échelle mondiale », au sens de Hegel, non plus une personnalité autonome, mais l'incarnation des tendances de son époque – selon Lothar Gall, « une sorte de sismographe de leurs forces et de leur mutation ». L'homme d'État relativiste dominait, désormais, en lui. Hanté par le « cauchemar » d'un relèvement rapide de la France vaincue et de la formation d'une coalition contre l'Allemagne, il a pour but avoué le maintien de l'isolement de la France et la construction d'un solide réseau d'alliances allemandes.



### *Quel équilibre européen ?*

La France vaincue, l'Allemagne unifiée, que reste-t-il de ce fameux principe de l'équilibre européen, cher à David Hume, de ce « gouvernement de fait » de l'Europe qui, depuis la fin de la parenthèse de la Révolution française et du Premier Empire, avait engendré un ordre de paix, sans menace de conflit généralisé ? Années exemplaires, puisque les puissances victorieuses surent repousser les tentations de la vengeance : même après les Cent Jours, la modération triomphe, la France est simplement ramenée à ses frontières prérévolutionnaires. La réconciliation devenait possible ; l'ennemi de la veille était réintroduit dans le jeu international.

Il en va différemment en 1871. Les conditions imposées à la France par le traité de Francfort (10 mai 1871) sont celles d'une « paix rétrospective » qui tend à écraser le vaincu ; l'annexion de l'Alsace et du nord de la Lorraine mutile la France, secrète un « irrédentisme » français, fortifie l'antagonisme franco-allemand, empêche toute paix durable en Europe. Et, sur l'échiquier européen, un nouveau rapport de forces surgit, caractérisé par la prépondérance allemande.

Dans un discours à la Chambre des communes, le 9 février 1871, Benjamin Disraeli, alors chef de l'opposition conservatrice, dit l'inquiétude de la Grande-Bretagne : « Cette guerre (franco-allemande) signifie la révolution allemande, un événement politique plus important que ne l'a été la Révolution française du siècle dernier »... « La conception traditionnelle de la diplomatie » est balayée ; « l'équilibre des forces est complètement détruit ».

Bismarck comprend le bien-fondé de telles inquiétudes. A sa manière, l'architecte de l'unité allemande va devenir un horloger de la paix, en isolant ou en paralysant ses adversaires éventuels. Au lendemain de la victoire, Bismarck peut se permettre d'être résolument pacifique : il n'envisage pas de nouvelles conquêtes pour l'Allemagne. Mais « sa » paix sera une paix par la prépondérance allemande, préservant son hégémonie de fait en Europe. Une prépondérance militaire, économique, démographique : l'armée allemande est la meilleure du monde, et son état-major le plus dynamique (une force navale

## L'Empire allemand et l'équilibre européen

---

ne sera constituée que plus tard) ; l'industrie connaît un rapide essor, appuyé sur les richesses minières, une main-d'œuvre abondante, l'apport... de l'indemnité de guerre française ; l'Allemagne est, après la Russie, le pays le plus peuplé d'Europe avec ses 41 millions d'habitants. Une prépondérance confortée par la cohésion et l'orgueil nationaux.

### **L'Entente des Trois Empereurs**

Négocier avec les principales puissances continentales une alliance destinée à maintenir le *statu quo* européen : Bismarck s'est, d'abord, tourné vers l'Autriche, cet État multinational dont il connaît bien les problèmes dans un monde où les progrès de l'État-nation semblent irrésistibles... Depuis 1867, l'Empire autrichien est devenu dualiste, redéfini autour des deux nations autrichienne et hongroise. Mais la « marqueterie des peuples » n'a pas disparu pour autant : le compromis conclu avec la Hongrie a excité les revendications des autres nationalités, au premier plan celles des Tchèques de Bohême, mais aussi celles des Roumains de Transylvanie et des Italiens du Trentin. Au sud de l'Empire, les populations serbo-croates fixent leurs regards sur la principauté indépendante de Serbie, qui rêve de s'ériger en nouveau Piémont et de rassembler les Slaves du Sud, de l'Empire ottoman à l'Autriche-Hongrie. La Double Monarchie est donc très vulnérable politiquement. Une vulnérabilité que ne compensent pas d'autres facteurs de puissance, économiques ou militaires : l'Autriche-Hongrie reste un pays agricole, à l'écart de la révolution industrielle ; ses effectifs militaires sont modestes.

Le rapprochement germano-autrichien ne pose pas de problème majeur : après la victoire de la Prusse à Sadowa, en 1866, Bismarck s'est refusé à humilier l'Autriche et à lui arracher des territoires. La difficulté résiderait plutôt dans l'ajustement des personnalités : l'interlocuteur de Bismarck est le comte Beust, l'un de ses adversaires politiques les plus acharnés, qui, après 1866, chercha l'alliance de la France, et joua même, en 1870, avec l'idée d'une intervention de l'Autriche dans la guerre franco-allemande.

## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

Bismarck s'emploie à rassurer Vienne : « Les aspirations de ceux qui œuvrent à l'intégration à l'Allemagne des territoires allemands de la Couronne autrichienne ne correspondent pas à notre politique. » Le message est clair : une fois les sphères d'influence bien délimitées, Berlin et Vienne apparaîtront comme des partenaires naturels. Les deux empereurs se rencontrent, en août 1871, à Ischl et à Salzbourg. Et Bismarck a la satisfaction de voir le Hongrois Andrassy succéder à Beust, en novembre 1871 : Andrassy, ancien héros du « Printemps hongrois » de 1848, condamné à mort et gracié dix ans plus tard, n'éprouve aucune nostalgie d'hégémonie autrichienne en Allemagne ; soucieux des intérêts hongrois, il porte ses regards vers « Salonique et les Balkans ».

Avec l'Empire russe, le rapprochement peut être favorisé par les liens économiques, très forts, entre les deux puissances. Géant européen par la démographie et les ressources naturelles, la Russie vient à peine d'entamer sa révolution économique ; elle a fait appel aux produits, aux capitaux, aux cadres allemands. Mais les ambiguïtés foisonnent. Malgré ses moyens d'action modestes, la diplomatie czariste est tendue vers le contrôle des Détroits, l'accès à la Méditerranée, l'expansion dans les Balkans : la Russie ne va-t-elle pas exploiter une alliance pour accroître son influence en Europe centrale, comme elle le fit après 1848 ? Et les visées de la Russie seront-elles longtemps compatibles avec l'éventuelle « poussée vers Salonique » de l'Autriche-Hongrie ?

Autre contradiction : faut-il accepter, comme « ciment » idéologique du rapprochement, le thème de la « solidarité monarchique », de la solidarité conservatrice des trois grandes monarchies continentales, un thème proposé par une Russie czariste nostalgique de la Sainte-Alliance ? Bismarck perçoit la parenté politique et constitutionnelle grandissante entre Berlin et Vienne, et la commune opposition de ces deux régimes à celui des czars. En effet, contrairement à un Empire russe au caractère autocratique absolu, où les forces d'opposition sont condamnées à la quasi-clandestinité, les pouvoirs allemand et autrichien ont érigé en partenaires légitimes les différentes familles de pensée libérales et démocratiques, et

## L'Empire allemand et l'équilibre européen

---

créé ainsi un système politique spécifique, éloigné à la fois des démocraties parlementaires occidentales et des régimes policiers orientaux. Le chancelier s'inquiète, du même coup, des réactions de « son » opinion publique, « prédémocratique », face à l'apparition d'une « nouvelle Sainte-Alliance ».

Du moins, Bismarck a-t-il rassuré la Russie, comme il le fit pour l'Autriche, sur l'arrêt de l'expansionnisme germano-prussien : les « provinces russes de la Baltique » n'avaient « aucune signification politique pour Berlin ». Ainsi était réglé le problème des Allemands des pays baltes, renvoyés à leur devoir d'allégeance envers le czar. Mais y avait-il eu réellement inquiétude de la Russie sur ce point ? Bismarck lisait surtout, dans ces interrogations, le souci du czar d'obtenir de nouvelles compensations (la Russie avait déjà profité de la guerre franco-allemande pour dénoncer la clause du traité de Paris de 1856 qui neutralisait la mer Noire) et le reflet de l'immense vanité du chancelier russe, le comte Gortchakov – « Il ne peut enjambrer une flaque d'eau sans s'y mirer ».

En 1872-73, prend forme le premier « système de Bismarck », « l'Entente des Trois Empereurs ». Les trois monarques se rencontrent à Berlin en septembre 1872. Le 6 mai 1873, l'Allemagne et la Russie concluent une alliance militaire défensive : en cas d'attaque d'un des partenaires « par une puissance européenne », l'autre interviendra immédiatement avec une force de 200 000 hommes. Le 6 juin 1873, à Schonbrunn, François-Joseph et Alexandre II s'engagent à se consulter en cas d'agression d'une tierce puissance ou de divergences dans leurs intérêts. Le 22 octobre 1873, Guillaume I<sup>er</sup> adhère à cet accord.

### ***La crise de la « guerre-en-vue »***

« L'heure du grand danger pour notre avenir sonnera au moment où la France paraîtra de nouveau aux monarchies européennes digne d'entrer dans une alliance », écrit Bismarck à Guillaume I<sup>er</sup>, au début décembre 1872.



## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

Pourquoi Bismarck a-t-il exclu, d'emblée, une paix de compromis avec la France, pourquoi a-t-il créé cette formidable hypothèque que représente l'annexion de l'Alsace-Lorraine ? Au fil des confidences de Bismarck, apparaît le froid calcul « géostratégique » d'un technicien de la diplomatie : de toute façon, pour des raisons de « physique politique », aucune entente n'est possible entre la France et l'Allemagne ; l'abaissement de la France est la condition de l'entrée de l'Allemagne dans la « cour des Grands ». Il faut en finir avec la prépondérance que la France a exercé, sous le Second Empire, sur le continent. L'intérêt fondamental de la France serait l'existence d'une Europe centrale faible, avec deux grandes puissances rivales. C'est ce qu'explique, dès le 21 août 1870, Bismarck à l'ambassadeur de Prusse à Londres : « La seule politique juste consiste à neutraliser l'ennemi dont on ne peut pas faire un ami véritable et à prendre plus de garanties contre lui... Pour cela, il ne nous suffit pas de démanteler celles de ses forteresses qui nous menacent, il nous faut tout simplement annexer quelques-unes d'entre elles. »

Mais Bismarck a-t-il prévu les conséquences de la lourde paix de Francfort sur l'ensemble de la nation française ? L'Alsace-Lorraine sera le mythe re-fondateur de la République : le sentiment national s'étend à toutes les familles idéologiques, le pacifisme et l'antimilitarisme militant s'éteignent, les instituteurs, ces « hussards » du régime républicain, répandent le culte de la nation et de l'armée. L'annexion au Reich de l'Alsace-Lorraine devait, vue de Berlin, abaisser psychologiquement et économiquement la France : elle suscite son redressement moral et industriel. L'amour-propre national blessé, la reprise de la production est réelle dès 1875 ; le potentiel militaire se reconstitue également sans difficulté (la loi de 1872 établit le service militaire obligatoire ; dès 1873, la France aligne des effectifs égaux à ceux de l'Allemagne) ; et la puissance financière de la place de Paris va permettre le paiement anticipé de l'« indemnité de guerre » de 5 milliards de francs.

La France devait verser 2 milliards en mai 1872, les 3 autres en mars 1874. Bismarck est sceptique : « Vous nous payerez 2

## L'Empire allemand et l'équilibre européen

---

milliards, lance-t-il, en août 1871, au chargé d'affaires français Gabriac ; mais, quand nous serons en 1874 et qu'il faudra acquitter les 3 autres, vous nous ferez la guerre. » Mais le cabinet Thiers veut appliquer « loyalement » les clauses du traité ; il souhaite un remboursement anticipé, afin d'obtenir une évacuation anticipée du territoire. Le débat est vif à Berlin : l'état-major souhaite prolonger l'occupation militaire ; Bismarck fait du paiement de l'indemnité une priorité. Selon le chancelier, le versement des 5 milliards retardera le relèvement français ; et les gouvernements européens sont favorables à une évacuation rapide du territoire français... Bismarck n'hésite pas à « durcir » les conditions de l'occupation pour faire pression sur Thiers : lorsque, en décembre 1871, les jurés de Seine-et-Marne acquittent les meurtriers d'un soldat allemand, il menace de prendre des otages ! Thiers engage, en mai 1872, des négociations avec l'ambassadeur d'Allemagne, le comte d'Arnim : la convention du 29 juin 1872 admet le principe des paiements anticipés et de l'évacuation progressive du territoire. Après le succès de l'emprunt de juillet 1872, une seconde convention, du 15 mars 1873, fixe le calendrier des dernières échéances et prévoit l'évacuation définitive des départements occupés pour l'automne 1873. Par un message personnel à Thiers, Bismarck dit sa satisfaction...

Bismarck est partisan du maintien au pouvoir de Thiers : une France « républicaine » ne peut être considérée par les souverains européens comme « digne d'entrer dans une alliance » ; elle sera le « mauvais exemple à ne pas suivre ». Il importe donc d'écarter toute tentative visant à restaurer la monarchie en France, contrairement à ce que suggère l'ambassadeur Arnim : « Pour les monarchies alliées européennes, le volcan parisien ne présente absolument aucun danger ; il se consumera de lui-même et rendra un grand service au reste de l'Europe ; il lui montrera jusqu'où peut sombrer la France quand elle est soumise au gouvernement populaire républicain. » Le 24 mai 1873, Thiers démissionne ; il est remplacé par le gouvernement monarchiste et catholique de Mac-Mahon. Bismarck est doublement mécontent : il craint l'avènement d'un régime « fort » et « légitime » qui partirait à la



## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

reconquête des provinces perdues ; et il constate que le catholicisme du nouveau pouvoir parisien est une entrave au *Kulturkampf* qu'il mène contre les catholiques allemands – les mandements des évêques d'Angers et de Nîmes protestent contre les persécutions infligées aux catholiques d'outre-Rhin. Le chancelier relève de ses fonctions le comte Arnim, auquel il n'a pas pardonné ses intrigues monarchistes et la part prise dans la chute de Thiers. Il exige, du gouvernement français, une prise de position officielle contre les mandements des prélats, puis des poursuites judiciaires.

L'Entente des Trois Empereurs a-t-elle réellement permis d'isoler la France ? Une nouvelle crise éclate en 1875, qui va permettre de « tester » l'efficacité du premier système de Bismarck. La loi-cadre votée par l'Assemblée nationale le 13 mars 1875 modifie l'infrastructure militaire française : en portant de 3 à 4 le nombre des bataillons dans chaque régiment, elle conduit à former davantage d'officiers et de sous-officiers. Berlin réagit : la France « prépare une guerre de revanche ». Pourquoi ne pas procéder à une attaque préventive, avant que la France ait repris des forces et contracté des alliances ? L'éventualité semble sérieusement envisagée par le chef d'état-major, Moltke. Chez Bismarck, il s'agit simplement d'exercer une forte pression psychologique sur la France : « Que toute l'Europe comprenne enfin que ces Peaux-Rouges en bottes vernies sont d'incorrigibles trouble-fête et ont bien des chances de le rester. »

Le 8 avril 1875, le quotidien *Die Post*, fort proche du gouvernement de Berlin, publie un éditorial intitulé : « La guerre est-elle en vue ? » L'article a-t-il été directement inspiré par Bismarck ? Il provoque un vaste remue-ménage dans les capitales européennes. A Paris, le ministre des Affaires étrangères, Decazes, songe d'abord à opérer un repli, à arrêter tout réarmement... puis il décide de porter l'affaire sur le plan international, dans un style mesuré et prudent. La riposte est habile : la diplomatie française, pour la première fois, brise son isolement. Londres assure Paris de son appui, et invite Berlin « à calmer les inquiétudes de l'Europe ». Le czar, en visite « de routine » à Berlin, le 10 mai, se porte garant des

## L'Empire allemand et l'équilibre européen

---

sentiments pacifiques de la France. La crise est conjurée. La manœuvre d'intimidation a fait long feu. Elle se retourne contre l'Allemagne : Gortchakov assure que « l'Europe a besoin d'une France forte » ; il exagère son rôle personnel dans l'affaire et laisse entendre, dans une note à l'ensemble des missions diplomatiques russes, que la paix n'a été sauvée que grâce à la pression de la Russie. Bismarck s'exclame, dans ses *Mémoires* : « Gortchakov m'est soudain tombé sur le pale-tot comme un traître pour mettre en scène une véritable représentation de cirque à mes frais. »

L'Entente des Trois Empereurs n'a donc pas véritablement fonctionné dans la crise dite de la « guerre-en-vue ». Bismarck en conçoit une inquiétude renouvelée pour la situation particulièrement exposée du Reich au milieu de l'Europe. Et la volonté de procéder avec prudence et circonspection dans les crises européennes qui s'annoncent.

### ***La vision internationale de Bismarck : le diktat de Kissingen***

Le « cauchemar des coalitions » ressaisit le chancelier allemand lorsque, en 1875, éclate une nouvelle crise balkanique. Le 15 juin 1877, au paroxysme de la guerre russo-turque, Bismarck, en cure à Bad-Kissingen, dicte à son fils une note sur les objectifs à long terme de la politique étrangère allemande : c'est le célèbre *diktat* de Kissingen ».

« Si les Anglais ont des intentions en Égypte, je voudrais que nous les encourageons discrètement » : tels sont les premiers mots du *diktat*, largement consacré à l'opposition inéluctable, insurmontable, de l'Angleterre et de la Russie, de la « baleine » et de l'« ours ». La dynamique des intérêts contradictoires de ces deux puissances peut, à tout moment, saborder toute construction européenne. Du moins permet-elle d'éviter une coalition de Londres et de Saint-Pétersbourg contre l'Allemagne... mais Berlin n'est pas à l'abri d'une coalition « fondée sur des puissances occidentales, avec adhésion de l'Autriche », ou d'une coalition comprenant la Russie,

## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

l'Autriche et la France « qui serait encore plus dangereuse ».

Bismarck espère que la crise balkanique va alléger le « cauchemar des coalitions ». Il relève cinq points, selon lui essentiels : les intérêts fondamentaux de l'Autriche et de la Russie seront déplacés vers l'Est ; la Russie, contrainte à une position fortement défensive en Orient, « aura besoin de notre alliance » ; l'Angleterre et la France s'opposeront sur les questions d'Égypte et du contrôle de la Méditerranée ; un accord partiel entre l'Angleterre et la Russie (à la première l'Égypte, à la seconde la mer Noire) ne mettra pas un terme à leur rivalité fondamentale ; les relations entre l'Autriche et la Russie deviendront plus difficiles. Quel doit être le jeu de l'Allemagne dans ce contexte ? Exclure toute nouvelle acquisition territoriale, mais promouvoir une conception politique globale « dans laquelle toutes les puissances, hormis la France, auraient besoin de nous ».

Cette conception du primat de la construction d'un ordre international favorable, aux dépens de la politique de puissance traditionnelle, Bismarck la développe dans un discours prononcé le 19 février 1878, face à une opinion publique allemande encore pénétrée du sentiment de sa propre puissance : le rôle de l'Allemagne doit être celui, non d'un « arbitre » ou d'un « maître d'école », mais d'un « intermédiaire honnête, soucieux de vraiment mener l'affaire à son terme ».

Étonnant retournement de « l'image internationale » du chancelier ! Trois ans plus tôt, dans la crise de la « guerre-ennue », il apparaissait comme le trouble-fête de l'Europe, et était renvoyé sans ménagement à ses frontières par les gouvernements européens. Désormais, chacun salue la politique de réserve extrême imposée à son pays par un homme d'État à la très grande autorité personnelle : qui d'autre, à Berlin, aurait la volonté de mettre un tel frein aux ambitions de puissance et à l'appétit de prestige de l'Allemagne, afin de promouvoir la paix en Europe ?

## L'Empire allemand et l'équilibre européen

---

### LA CRISE DES BALKANS ET LA REFORGE DU SYSTÈME DE BISMARCK

#### *La lancinante « question d'Orient »*

Sur la lancinante « question d'Orient », liée à l'irrésistible déclin de l'Empire ottoman, l'opinion de Bismarck n'avait jamais varié. « C'est un terrain sur lequel nous pouvons être utiles à nos amis et nuisibles à nos ennemis sans être trop entravés par nos intérêts propres », soulignait-il dès 1862, peu après avoir pris en charge la diplomatie prussienne. En octobre 1876, il développe la même idée : « Notre objectif essentiel ne réside pas dans telle ou telle nouvelle configuration de l'Empire turc, mais dans la position que les puissances alliées occupent vis-à-vis de nous et entre elles... L'important est de savoir si les désordres de la crise orientale nous vaudront une brouille durable avec l'Angleterre ou, ce qui serait pire, avec l'Autriche ou, pire encore, avec la Russie, non de suivre les rapports de la Turquie avec ses sujets ou avec les puissances européennes. » A la fin 1876, le chancelier est péremptoire : « Il n'y a rien à gagner pour l'Allemagne dans les Balkans, rien qui pût valoir ne fût-ce que la saine carcasse d'un seul fantassin poméranien. »

La nouvelle crise « orientale » – la quatrième depuis le début du siècle – éclate le 1<sup>er</sup> août 1875, en Bosnie-Herzégovine, avec l'insurrection des populations chrétiennes tenues sous le joug ottoman : la paysannerie et les artisans des villes, en majorité de langue serbe et de religion orthodoxe, écrasés par les charges fiscales imposées par la Turquie et par les redevances seigneuriales, se révoltent contre la noblesse locale, formée de Slaves islamisés (une situation exceptionnelle dans l'ancien Empire ottoman, qui ne pratiquait guère le prosélytisme religieux). En mai 1876, les troubles gagnent les territoires bulgares : ecclésiastiques et intellectuels, organisés en un réseau serré de comités révolutionnaires sous l'aiguillon de l'Église bulgare, détachée du patriarcat de Constantinople, soulèvent les populations rurales et répandent le mot d'ordre de l'indépendance. Le nouveau sultan, Abdul-Hamid II,



## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

répond par l'envoi de ses mercenaires, les « bachibouzouks », qui se livrent à des exactions et massacres. En juin 1876, les deux principautés autonomes du Monténégro et de Serbie déclarent la guerre à l'Empire ottoman...

Une entrée en guerre symbolique : le combat est inégal entre les deux principautés et Constantinople. Seule serait déterminante l'intervention des « puissances » européennes. Mais celles-ci sont divisées. La Russie est animée, à la fois, par l'intérêt qu'elle porte au contrôle des Détroits et à l'accès aux « mers chaudes », et par le sentiment de la fraternité slave – le chancelier Gortchakov est, plutôt, en retrait ; il espère un « mandat » des grandes puissances, mais l'influence de l'ambassadeur à Constantinople, Ignatiev, et des leaders du mouvement panslaviste, Danilevsky et Fedaïev, est dominante. L'Autriche-Hongrie est, surtout, concernée par la Bosnie-Herzégovine : le voyage de François-Joseph à la frontière de l'Herzégovine, en 1875, a été interprété comme un « signal » par les futurs insurgés ; le soulèvement est né avec l'assassinat par les Turcs d'un moine d'Herzégovine venu saluer l'empereur. Vienne craint le développement du nationalisme serbe, ainsi que l'activisme « panslaviste » de la Russie dans les Balkans. Mais elle n'exclut pas une action commune limitée avec Saint-Pétersbourg : en juillet 1876, le chancelier Andrassy rencontre Gortchakov à Reichstadt, en Bohême, pour l'entretenir d'un éventuel partage d'influences. A Londres, Disraeli, devenu Premier ministre, s'oppose à toute modification territoriale : il s'en tient au principe traditionnel, cher à Palmerston, de l'« intégrité » de l'Empire ottoman – malgré les protestations de Gladstone qui, en pionnier de la « diplomatie des droits de l'homme », publie une brochure sur les « Horreurs bulgares ».

En octobre 1876, le gouvernement czariste fait savoir qu'il ne tolérera plus les actes de répression de la Turquie dans les Balkans. Pour prévenir l'intervention de Saint-Pétersbourg, l'Angleterre réunit en décembre une conférence à Constantinople : il s'agit d'obtenir du sultan des « réformes spontanées », sur la nécessité desquelles il existe un consensus parmi les « Grands », et d'abord l'autonomie administrative

## La crise des Balkans et la refonte du système de Bismarck

---

pour les Bulgares et les Bosniaques. Abdul-Hamid promet une vague constitution, mais fait repousser par une commission de notables les propositions des ambassadeurs. La conférence s'ajourne sans résultat ; Disraeli refuse de s'associer à toute autre pression sur Constantinople.

La Russie déclare la guerre à l'Empire ottoman le 13 avril 1877. Ultimes précautions : une convention secrète signée avec Vienne le 15 janvier garantit à la Russie la neutralité bienveillante de l'Autriche-Hongrie en échange de la Bosnie-Herzégovine... et de l'engagement russe de ne pas entrer dans les territoires serbes ; et Gortchakov, pour se concilier la Grande-Bretagne, a promis de ne pas s'emparer de Constantinople et de ne pas imposer unilatéralement une révision du statut des Détroits.

Mais les armées russes, après avoir longtemps piétiné devant la forteresse de Plevna, au nord du Danube, défendue par Osman-Pacha, ont le champ libre à partir de novembre 1877 : elles traversent les Balkans et débouchent dans la plaine d'Andrinople, d'une part ; elles franchissent le Caucase et atteignent Trébizonde, d'autre part. La Turquie est envahie de deux côtés, et Constantinople menacée. Pour Londres, la Russie est allée trop loin : Disraeli met en garde Saint-Pétersbourg par une note du 29 janvier 1878 ; il remplace, au Foreign Office, lord Derby, jugé trop tiède, par lord Salisbury, et dépêche l'escadre de Méditerranée au large des côtes turques. Le 28 février, l'Autriche-Hongrie envisage... l'éventualité d'une mobilisation. Sous le coup de l'ultimatum britannique, les armées du czar s'arrêtent devant Constantinople.

Le czar laisse l'ambassadeur Ignatiev libre de négocier avec le sultan des préliminaires de paix, qui aboutissent au traité de San Stefano (3 mars 1878). Le traité est très favorable à la Russie qui annexe Kars en Asie Mineure, Batoum sur la mer Noire, la Dobroudja en Europe (immédiatement échangée avec la Roumanie contre la Bessarabie du Sud). La Serbie et le Monténégro reçoivent quelques avantages territoriaux, et l'Autriche-Hongrie, comme prévu, se voit confier l'administration de la Bosnie-Herzégovine. Surtout, un grand État bulgare est créé, du Danube à la mer Égée ; il sera « vassal et tri-



## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

butaire » de l'Empire ottoman, mais gouverné par un prince choisi par la Russie. Saint-Pétersbourg a donc réussi à obtenir, à la fois, un accroissement territorial et le début d'une zone d'influence sur les ruines de l'Empire ottoman.

Londres et Vienne refusent le « fait accompli » de San Stefano. Le 27 mars 1878, Disraeli rappelle les réservistes et met en alerte la flotte britannique. Le czar cède : il accepte la révision des clauses de San Stefano par un congrès européen. Mais il entend négocier, au préalable, avec les deux principaux intéressés, l'Autriche-Hongrie (le 15 avril) puis la Grande-Bretagne (le 1<sup>er</sup> juin) sur le statut et les limites de la Bulgarie. Le 13 juin, s'ouvre le congrès de Berlin, placé sous l'énergique présidence d'un Bismarck passablement arrogant pour les Balkaniques et très soucieux de parvenir à un accord entre « les puissances », particulièrement entre ses alliés russe et autrichien. Le 13 juillet, l'Acte final du congrès de Berlin modifie profondément les dispositions de San Stefano. La Grande-Bulgarie est divisée en deux principautés, les districts du Nord formant une « Bulgarie » autonome, la Roumélie orientale étant placée sous la suzeraineté turque (et une troisième partie de l'ancienne Grande-Bulgarie étant restituée à la Turquie). Les acquisitions territoriales de la Serbie et du Monténégro sont réduites, le district musulman de Novibazar séparant les deux petits États. L'Autriche-Hongrie administrera « à titre provisoire » la Bosnie-Herzégovine.

Malgré l'assistance de la Grande-Bretagne (qui obtient l'administration de Chypre pour prix de ses services), le dogme de l'intégrité de l'Empire ottoman est sérieusement atteint : les aspirations des peuples slaves des Balkans ne sont pas satisfaites pour autant, le « droit des peuples » ayant été sacrifié aux intérêts de « physique politique » des grandes puissances. La rivalité austro-russe n'est pas réglée : la multiplication des « principautés » crée un vide politique et est favorable aux luttes d'influence et intrigues entre Vienne et Saint-Pétersbourg (qui se prolongeront, de crise en crise, jusqu'en 1914). Une certaine détente franco-allemande s'est manifestée : Bismarck est rassuré par la victoire des républicains en 1877 ; la France a retrouvé son rang de grande puis-

## La crise des Balkans et la refonte du système de Bismarck

---

sance européenne au sein du congrès de Berlin.

Surtout, les gouvernants russes, qui ont dû renoncer à la création de la « Grande-Bulgarie » et se contenter des maigres annexions de Kars et de Batoum, ont le sentiment d'avoir été victimes de la mauvaise volonté allemande. Au lendemain du congrès de Berlin, le czar déclare « morte » l'Entente des Trois Empereurs. A Londres, Disraeli exulte : « Notre grand objectif était de briser l'alliance des trois Empires... Jamais nous n'avons atteint un objectif aussi ambitieux de façon aussi parfaite. » Le premier système de Bismarck s'effondre. Le « cauchemar des coalitions » semble revenir, inéluctable. Le chancelier allemand est contraint à la recherche de nouvelles constructions diplomatiques.

### *Rivalités européennes en Méditerranée*

Au lendemain du congrès de Berlin, les rivalités européennes en Méditerranée – franco-italiennes en Tunisie, franco-britanniques en Égypte – contribuent, fort opportunément pour Bismarck, au maintien de l'isolement diplomatique de la France.

La Tunisie relève, théoriquement, de la souveraineté ottomane, mais le bey de Tunis se comporte en souverain indépendant. Pris dans un grand élan modernisateur, le bey Mohammed Saddock a promulgué une constitution en 1861, mais a été contraint, huit ans plus tard, de confier la gestion de ses finances à une Commission de la dette tunisienne. Trois États tentent, dès lors, de contrôler l'évolution du pays : l'Italie, forte de ses dix mille colons, paysans et artisans du Mezzogiorno, et qui a toujours considéré la Tunisie comme la « porte ouverte » à son expansion ; la Grande-Bretagne, maîtresse du « verrou » de Malte et réticente à toute présence d'une grande puissance le long du détroit de Sicile ; la France, qui ne compte qu'un millier de ressortissants sur le sol de la « Régence », mais qui considère que la conquête de l'Algérie voisine lui confère une prépondérance virtuelle sur l'ensemble de l'Afrique du Nord.

## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

Deux événements semblent soudain faciliter les projets « tunisiens » de la France. Dans les couloirs du congrès de Berlin, Bismarck a encouragé le ministre français des Affaires étrangères, Waddington. Souhait de détourner l'esprit de revanche français vers les aventures coloniales ; mais aussi espoir, empreint de cynisme, de brouiller définitivement France et Italie : de fait, Bismarck délivrera également ses encouragements au représentant italien au congrès de Berlin, le comte Corti... L'attitude britannique semble également favorable au gouvernement de Paris : après son installation à Chypre et ses progrès dans la maîtrise du canal de Suez, Londres estime devoir une compensation à la France.

La France n'agit cependant pas immédiatement, et l'Italie développe son influence dans la « Régence » : une société italienne emporte la concession du chemin de fer Tunis-La Goulette ; le bey, de plus en plus hostile à la France, envoie son neveu saluer le roi Humbert 1<sup>er</sup> à Palerme. Le 31 mars 1881, une incursion en Algérie de pillards kroumirs tunisiens sert de prétexte à l'intervention de la France. Les parlementaires votent les crédits nécessaires à une action de police le long de la frontière. En fait, le corps expéditionnaire se lance à la conquête du pays : 30 000 hommes franchissent la frontière algérienne, 8 000 autres débarquent à Bizerte. Le 12 mai, le bey reconnaît, par le traité du Bardo, le protectorat de la France : il ne conserve qu'une souveraineté de pure forme sur les institutions traditionnelles du pays, à l'ombre d'un résident général de France, qui contrôle les relations extérieures de la « Régence », assure le maintien de l'ordre et supervise l'administration.

L'opinion publique italienne est indignée, les parlementaires exaspérés. Le cabinet Cairoli est contraint de se retirer. Les nouveaux gouvernants sont déterminés à éviter une nouvelle humiliation dans l'avenir : l'alliance allemande s'offrira à eux.

De la même manière, la compétition pour le contrôle de l'Égypte va altérer les relations franco-britanniques. La situation de départ comporte de grandes similitudes avec celle de la Tunisie : même suzeraineté théorique ottomane, même souveraineté effective du monarque égyptien, le khédivé, même élan

## La crise des Balkans et la refonte du système de Bismarck

---

modernisateur mettant à mal les finances égyptiennes... Cette fois, les intérêts français, financiers et culturels, sont prépondérants : de l'expédition de Bonaparte au percement du canal de Suez par le Français de Lesseps sous le Second Empire, le contact a été maintenu avec l'Égypte. Mais l'Angleterre va parvenir à éliminer la France en quelques étapes : le rachat, en 1875, des actions de la Compagnie du Canal détenues par le khédivé (au lendemain de la crise de la « guerre-en-vue », la France n'a pas osé protester) ; l'instauration éphémère, en 1876, d'une double tutelle franco-britannique sur le khédivé Ismaïl par le biais de la Caisse de la dette publique, puis le remplacement, en 1879, du souverain égyptien indocile par son fils Tewfik ; mais, face à l'agitation nationaliste, la Grande-Bretagne intervient seule et écrase, le 13 septembre 1882, l'armée égyptienne à Tell el-Kébir : le gouvernement Freycinet n'a pas obtenu les crédits nécessaires pour se joindre à l'expédition. Maîtresse de l'Égypte, l'Angleterre notifie à la France, le 23 octobre 1882, la fin de la « tutelle conjointe ». La France refuse de s'incliner devant le « fait accompli », exige de l'Angleterre qu'elle fixe un terme à son occupation, et pratique la « politique des coups d'épingle »... L'affaire égyptienne continuera d'assombrir, pendant une quinzaine d'années, l'horizon franco-britannique.

### *De la Duplice à la Triple-Alliance*

Comment maintenir l'Autriche-Hongrie et la Russie dans la mouvance allemande, malgré les risques d'affrontement de ces deux puissances dans les Balkans ? Bismarck va choisir Vienne comme alliée privilégiée ; l'Italie rejoindra le camp des « Puissances centrales » ; un lien sera maintenu avec la Russie.

A l'été 1879, le choix entre la Russie et l'Autriche-Hongrie semble inévitable. Le 15 août, Alexandre II adresse à Guillaume I<sup>er</sup> une missive entrée dans l'Histoire : la « lettre-défi ». Il exige du Reich la définition de sa ligne diplomatique pour l'avenir. Il accuse le chancelier : Bismarck entretiendrait



## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

à dessein la confusion et les tensions ; il se laisserait guider par son animosité pour le chef du gouvernement russe, Gortchakov : « Est-il digne d'un véritable homme d'État, écrit le czar, de laisser libre cours à des rancœurs personnelles quand il y va de l'intérêt de deux grands États, dont l'un a rendu à l'autre, en 1870, un service que vous-même avez déclaré ne jamais vouloir oublier ? » Guillaume I<sup>er</sup> est ébranlé par ce message : le czar lui reproche d'être un opportuniste et un ingrat ; dans sa jeunesse, il a vu la Russie et la Prusse combattre côte à côte ; avec l'âge, ses tendances conservatrices se sont fortifiées, il aimerait agréer à la demande de la « première puissance conservatrice d'Europe »... Bismarck réagit, et met sa démission dans la balance : tout nouveau rapprochement avec l'Empire czariste éloignerait l'Allemagne de l'Autriche, et asservirait la politique allemande à Saint-Pétersbourg ; « complètement isolés, nous serions pour tout le monde un objet de méfiance et tomberions à la merci de la Russie ». Seule concession à Guillaume I<sup>er</sup>, dans une lettre du 5 septembre 1879 : « L'Entente des Trois Empereurs... demeure un objectif idéal de la politique. » S'agit-il d'un « objectif idéal » au regard des souhaits de l'empereur ? Ou d'un objectif final pour Bismarck lui-même, une fois acquise l'alliance avec l'Autriche ?

Sur le rapprochement avec Vienne, les ambitions de Bismarck sont très élevées : il s'agit de rétablir l'alliance défensive qui a existé, durant cinquante années, entre la Prusse et l'Autriche sous la forme de la défunte Confédération germanique – une Confédération qui serait « actualisée ». De plus, les incidences internes d'une telle alliance seraient considérables : la « popularité » d'une telle « ligue pour la paix » serait assurée dans les opinions publiques allemande et autrichienne ; l'alliance serait un instrument d'apaisement à l'intérieur, permettant de faire rentrer dans le jeu politique les « vaincus de 1866 », les partisans d'une « Grande-Allemagne » qui aurait inclus l'Autriche.

Les désirs de Bismarck ne seront réalisés que très partiellement : à l'opposition de Guillaume I<sup>er</sup> s'ajoutent les réticences des milieux viennois à la perspective d'une alliance défensive

## La crise des Balkans et la refonte du système de Bismarck

---

généralisée, qui les impliquerait dans un conflit franco-allemand. En août 1879, à Gastein, Bismarck et Andrassy ont examiné le principe d'une alliance austro-allemande, la « Duplice ». Le traité est signé le 7 octobre 1879 : il prévoit une assistance militaire au cas où l'une des deux puissances serait attaquée par la Russie, une « neutralité bienveillante » si l'agresseur est une autre puissance. La Duplice donne donc satisfaction à l'Autriche, inquiète des ambitions russes. L'Allemagne ne se trouve pas garantie à l'Ouest.

La « lacune » de la Duplice a déterminé Bismarck à maintenir le contact avec la Russie. Dès la fin septembre 1879, la négociation s'engage, après la mission à Berlin du diplomate Sabourov, avec une Russie dont les intérêts se heurtent à ceux de la Grande-Bretagne, en Asie centrale comme dans les Balkans. La démission de Gortchakov, son remplacement par Giers, germanophile et admirateur de la diplomatie bismarckienne, facilitent le rapprochement. Bismarck veut ressusciter l'Entente des Trois Empereurs. L'Autriche se fait intransigeante : l'association avec la Russie lui ferait perdre le bénéfice de l'exclusivité de l'alliance allemande. Bismarck lance un véritable ultimatum à Vienne.

Le nouveau traité des Trois Empereurs est signé le 10 juin 1881 – avec la participation du czar Alexandre III, qui vient de succéder à son père, assassiné. Il ne constitue pas une véritable alliance, mais un engagement de neutralité réciproque et bienveillante, en cas de conflit avec une quatrième puissance. Et l'amorce d'une politique commune envers l'Empire ottoman : Vienne et Saint-Pétersbourg s'engagent à ne pas modifier unilatéralement la situation dans les Balkans ; l'Autriche-Hongrie pourra annexer la Bosnie-Herzégovine, qu'elle administre depuis le congrès de Berlin ; la Russie pourra réunir en un État unique les deux principautés bulgares.

L'alliance recherchée contre la France, Bismarck l'obtient un an plus tard, lors de l'élargissement de la Duplice par l'adhésion italienne. L'Italie est désireuse de s'élever au rang de grande puissance, et persuadée que l'association avec l'Allemagne de Bismarck lui facilitera l'entrée dans le « concert des Grands ». Le 20 mai 1882, la Duplice devient la



## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

Triple-Alliance (ou Triplice), par un traité secret, conclu pour cinq ans : l'Italie, attaquée sans provocation directe par la France, jouira de l'appui de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ; l'Allemagne, attaquée par la France, bénéficiera de l'appui italien. En outre, chaque partie est tenue d'intervenir au cas où l'un des alliés serait attaqué par deux ou plusieurs grandes puissances, et de promettre sa neutralité si l'un des partenaires est « contraint » à une guerre d'agression.

En 1882, le système de Bismarck semble achevé. La Triple-Alliance et le traité des Trois Empereurs sont complétés par des relations cordiales avec l'Espagne (Alphonse XIII ira jusqu'à accepter, en 1883, le commandement d'un régiment de uhlans à Strasbourg) et, sinon par une alliance avec l'Angleterre, du moins... par l'antagonisme franco-anglais en Égypte. « La machine est si bien montée qu'elle marche toute seule ! » écrit le chancelier, qui semble avoir chassé le cauchemar des coalitions.

## L'apogée du système de Bismarck

---

### *Les tentatives de percée diplomatique vers l'Europe occidentale*

A la fin 1883, les gouvernements européens s'inquiètent : Bismarck renoue-t-il avec l'agressivité de la politique extérieure prussienne des années 1860, après avoir tant répété que l'Allemagne, depuis le traité de Francfort, était « satisfaite » ? A la source de ces interrogations : l'intérêt – récent – du Reich pour la politique coloniale.

Bismarck semblait, jusque-là, ne faire que très peu de cas de l'importance économique des possessions d'outre-mer. Au début de 1871, alors que certains souhaitaient voir Pondichéry figurer parmi les « prises de guerre » de l'Allemagne, le chancelier avait rétorqué qu'il ne « voulait pas de colonie du tout ». « Toute cette histoire de colonies... me fait l'effet des manteaux de zibeline chez ces familles de la noblesse polonaise qui n'ont même pas de chemises à se mettre. » Et Bismarck de préciser : « Tant que je serai chancelier du Reich, nous ne mènerons pas de politique coloniale. Nous avons une flotte qui n'est pas en mesure de naviguer et nous ne pouvons pas prendre le risque d'exposer des points vulnérables dans des continents lointains dont les Français s'empareraient à la première occasion. » Refuser une politique de pur prestige ; éviter d'accroître, par des aventures extérieures, la vulnérabilité naturelle d'une Allemagne placée au centre de l'Europe... tels semblent, alors, les impératifs du chancelier.

Pourtant, au tournant des années 1883-84, s'esquisse, à Berlin, une « tentation coloniale ». Le Reich se met soudain à élever des prétentions sur la sphère d'influence britannique : la baie d'Angra Pequena, dans le Sud-Ouest africain, le Togo et le Cameroun, et l'Afrique orientale dans le prolongement de Zanzibar... S'agit-il de transcender les difficultés politiques intérieures par une politique étrangère dynamique ? Bismarck ? toujours soutenu qu'en mettant la politique extérieure au service de la politique intérieure, on allait au-devant de revers graves sur les deux échiquiers ! Serait-ce la conviction que seul un système « en expansion » peut survivre, en cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle, face à la concurrence des autres nations ?

## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

Bismarck est trop réaliste pour croire à la « potion magique » de l'expansion coloniale.

En fait, cette esquisse d'ambition coloniale doit être relativisée : elle n'est pas une fin en soi ; elle s'inscrit dans le cadre plus général de la politique européenne ; elle n'est qu'un levier supplémentaire pour influencer la scène européenne. Lothar Gall rapporte un entretien de Bismarck, en décembre 1888, avec le voyageur Eugen Wolf, héraut des thèses « coloniales ». « Votre carte de l'Afrique est très belle, mais la mienne se trouve en Europe... Ici, il y a la Russie, là la France, et nous sommes au milieu. Voilà ma carte de l'Afrique ! » Ainsi la politique coloniale n'est-elle que l'un des éléments de la politique européenne... Il s'agit toujours d'empêcher une collusion entre la Grande-Bretagne et la France : naguère, Bismarck utilisait l'Égypte et la Méditerranée ; désormais, il importe de favoriser la position de la France pour maintenir l'opposition d'intérêts entre les deux puissances. Le rapprochement avec la France suivra, et aussi, dans un deuxième temps, avec une Angleterre qui aura pris conscience de sa marginalisation.

« Notre terrain d'entente avec la France s'étend de la Guinée jusqu'en Belgique et couvre tous les pays romans », explique Bismarck en avril 1880, dans une note à son ambassadeur à Paris. Il insiste, à plusieurs reprises, sur la nécessité de soutenir les entreprises des Français au Tonkin et à Madagascar : « Cela satisfera leur vanité, et les écartera de toute idée de revanche. » Ainsi, de même que Jules Ferry avait été suspecté, par Clemenceau, de « corrompre le peuple avec la politique coloniale », de même Bismarck tentait-il de « corrompre la politique européenne » en plaçant ses pions sur l'échiquier colonial – de la « corrompre », c'est-à-dire de se rapprocher de la France, d'opérer une percée diplomatique décisive, une modification structurelle des fondements de sa politique étrangère. Mais Bismarck avait, une fois de plus, sous-estimé l'impact de l'irrédentisme français, de la mutilation territoriale et humaine intervenue en 1871. La marge de manœuvre de l'Allemagne se trouvait décidément réduite par les clauses du traité de Francfort. Bismarck était condamné à

## L'apogée du système de Bismarck

---

rester retranché dans son « système » – cet alliage, désormais fragile, de la Triple-Alliance et le l'Entente des Trois Empereurs, qu'il dénommait parfois le « système des expédients ». « Nous sommes effectivement immobilisés par la France », soupire le diplomate Holstein, en 1886. La chute de Jules Ferry, le 30 mars 1885, a déclenché une vague anti-allemande. « Les mouvements favorables à la revanche empêchent tout gouvernement (français) de se lier durablement avec nous », constate Bismarck en 1885. Pour le chancelier, « l'esprit de revanche » est né de la perte par la France de son ancienne position hégémonique ; l'Alsace-Lorraine n'est qu'un « symbole ». Il se refuse à voir que, sans ce « symbole », le rapprochement aurait, tout de même, été plus facile.

Ultime tentative de percée diplomatique vers l'Europe de l'Ouest : en 1888, Bismarck multiplie les sondages pour un rapprochement avec l'Angleterre. Fausse estimation des intérêts anglais ou des traditions britanniques ? Le chancelier propose non seulement un traité solennellement ratifié par les deux Parlements, mais aussi une préparation psychologique des opinions publiques. Lord Salisbury se contente de déclarer à Herbert Bismarck, dépêché à Londres par son père, que la Grande-Bretagne « veut provisoirement laisser reposer l'affaire... sans accepter ni refuser ».

### *Crise boulangiste et tensions franco-allemandes*

La France n'a pas voulu « pardonner Sedan comme elle avait pardonné Waterloo ». Jules Ferry n'a pas voulu de rencontre en pays neutre avec Bismarck, ni d'accord politique général entre les deux pays : il ne discuterait que le règlement de certains problèmes coloniaux. Du moins avait-il été, dans la vision de Bismarck, un interlocuteur possible. Après la chute de Jules Ferry, cette légère détente franco-allemande s'efface. L'opinion publique et la classe politique sont revenues au primat des problèmes continentaux – dans une certaine fièvre nationaliste : le général Boulanger est au ministère de la Guerre, et la Ligue des patriotes de Déroulède dans la rue.

Boulanger, le « général la Revanche », veut restaurer l'hon-



## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

neur national et moderniser l'armée. Bismarck se sent-il réellement menacé ? La part de la manœuvre d'intoxication semble grande : « Ce n'est pas moi qui ai inventé Boulanger, mais il m'a été très utile. »

Bismarck agite l'épouvantail boulangiste pour augmenter les effectifs de l'armée impériale. Le 11 janvier 1887, à la tribune du Reichstag, le chancelier s'en prend directement au ministre français de la Guerre : « Napoléon III a entrepris la campagne de 1870 pour fortifier son gouvernement à l'intérieur. Pourquoi Boulanger, s'il venait au pouvoir, ne serait-il pas tenté de procéder de même ? » Le journal satirique *Lustige Blätter* représente Boulanger en baron de Münchhausen à cheval sur un baril de mélinite. Le quotidien officieux *Die Post* se fait plus grave : « Boulanger détient le pouvoir de déchaîner la guerre. » Le général utilise, à son tour, cette stratégie de la tension pour raffermir sa popularité... Difficilement contrôlable, le général la Revanche multiplie les actions unilatérales : il veut ériger des fortins en Lorraine, faire remettre un message personnel au czar, procéder à un rappel de réservistes. En Conseil des ministres, il se déclare « prêt à la guerre ». Le président de la République, Jules Grévy, le qualifie de « nouveau Lebœuf », faisant allusion au major général de l'armée du Rhin qui, en 1870, avait prophétisé l'écrasement rapide de la Prusse par les troupes françaises.

Au-delà de ces joutes et rodomontades, l'affaire « Schnaebelé » bouleverse, en avril 1887, l'opinion française : le commissaire de police de Pagny-sur-Moselle, Schnaebelé, est attiré dans un guet-apens par son collègue allemand Gautsch. Boulanger envisage une mobilisation partielle sur les frontières – cette fois avec l'appui du président du Conseil Goblet et de plusieurs ministres. Le 23 avril, le président Jules Grévy et le ministre des Affaires étrangères Flourens parviennent à faire repousser cette mesure. Bismarck a ordonné une enquête : selon Berlin, Schnaebelé se livrait à des missions d'espionnage pour le compte du colonel Vincent, chargé du renseignement au ministère de la Guerre. La tension remonte, Boulanger est, de nouveau, au centre de l'intrigue. L'attaché militaire allemand à Paris, Heininger, juge la guerre immi-

## L'apogée du système de Bismarck

---

nente. Mais, le 25 avril, Bismarck – après une démarche pressante de l'ambassadeur français Herbette – choisit de libérer Schnaebelé. A Paris, le ministre des Affaires étrangères Flourens condamne le recours à des fonctionnaires pour des besognes d'espionnage : c'est un camouflet pour Boulanger.

### **La nouvelle crise balkanique**

Une nouvelle crise balkanique a failli, littéralement, démanteler le système d'alliances de Bismarck. Russes et Autrichiens sont, en effet, entrés dans une vive compétition afin d'étendre leur influence dans les principautés orientales – malgré le traité des Trois Empereurs, qui stipulait un strict respect du *statu quo*.

En septembre 1885, la Roumélie orientale se soulève et obtient son rattachement à la Bulgarie ; la « Grande-Bulgarie » du traité de San Stefano est ainsi achevée. Mais cette union, naguère souhaitée par la Russie, prend le gouvernement du czar à contre-pied : le prince de Bulgarie, Alexandre de Battenberg, neveu du czar, après s'être comporté en protégé de Saint-Pétersbourg, après avoir concédé aux Russes le contrôle de la vie économique du pays et les ministères de la Défense et des Affaires étrangères, a décidé de se rapprocher des nationalistes bulgares. La situation est, en outre, compliquée par l'évolution de la Serbie : le prince (puis roi) Milan Obrenovitch – qui reconnaît être « le seul Serbe favorable à l'Autriche » – a bâti son destin sur l'alliance et les subsides de Vienne : il a conclu un traité secret avec la Double Monarchie le 28 juin 1881. Après la réalisation de la « Grande-Bulgarie », il demande des « compensations » pour l'expansion bulgare... Bismarck intervient auprès du ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, le comte Kalnoky, pour éviter un dissentiment ouvert avec Saint-Pétersbourg.

La position russe n'est pas meilleure en Roumanie : le roi Carol est un Hohenzollern, très favorable à l'Allemagne – mais réticent envers l'Autriche-Hongrie, qui maintient sous son joug les Roumains de Transylvanie. Cette fois, Bismarck

## L'Europe à l'ombre de Bismarck

---

intervient en faveur de l'Autriche-Hongrie et suscite le traité secret du 30 octobre 1883 entre Bucarest et Vienne – une alliance défensive, rapidement connue de Saint-Pétersbourg...

Le 21 août 1886, la Russie reprend l'initiative : un putsch d'officiers, conçu par l'attaché militaire russe, renverse Alexandre de Battenberg, qui abdique. Mais le « règne » intérimaire de Stamboulov, président de la Chambre, ne modifie pas la « ligne » politique antirusse. En juillet 1887, Ferdinand de Saxe-Cobourg, officier de l'armée autrichienne et candidat du gouvernement de Vienne, est élu prince de Bulgarie par le Sobranié. Nouvel échec pour la diplomatie russe : le czar déclare morte l'alliance des Trois Empereurs... Bismarck refuse de s'ingérer dans l'affaire bulgare : « L'avenir des Bulgares peut avoir un intérêt humain pour le Reich, mais l'avenir de la Bulgarie ne peut avoir d'intérêt politique. »

### ***Le « troisième » système de Bismarck***

Une fois refermée la parenthèse des tentatives de percée diplomatique et des crises, Bismarck se replace dans le droit fil des alliances. Non sans scepticisme : la Duplice puis la Triplice étaient restées en deçà des objectifs que Bismarck leur assignait. Herbert Bismarck exprime-t-il les réticences de son père lorsqu'il lance, en 1886 : « La jésuitique Autriche est tout de même bien hétérogène pour nous, avec ses Slaves papistes et son dualisme, véritable cancer incurable dont les effets s'aggravent à vue d'œil. » Et de soupirer : « Si seulement les Anglais étaient plus fiables et moins démocratisés, ce serait sans aucun doute l'union la plus forte et pour nous la plus sûre. »

Subtil entrelacement de traités, le « troisième » système de Bismarck comporte un « coup d'envoi » original : les accords méditerranéens du 12 février 1887 – une convention anglo-italienne sur l'avenir de la coopération en Méditerranée. Bismarck avait pressé l'Italie de compléter son alliance avec l'Allemagne par une entente avec la Grande-Bretagne. Ses efforts sont couronnés de succès. Londres et Rome tendront

## L'apogée du système de Bismarck

---

leurs efforts vers le maintien du *statu quo*, en Méditerranée, mer Égée et mer Noire. Les deux gouvernements coopéreront à la sauvegarde des intérêts respectifs de l'Angleterre en Égypte et de l'Italie en Tripolitaine. L'accord est clairement dirigé contre la France – voire contre la Russie, lorsqu'il évoque la fermeture des Détroits. Les engagements des deux parties restent flous : l'aide de la Grande-Bretagne, en cas d'action française en Tripolitaine, ira-t-elle jusqu'à l'action militaire ? Salisbury est prudent : le gouvernement britannique appréciera, en toute souveraineté, la situation... L'essentiel est l'établissement d'un lien indirect entre la Triplice et la Grande-Bretagne. L'existence d'un engagement de Londres est plus important que le contenu exact de l'engagement. L'Autriche-Hongrie s'associe aux accords méditerranéens le 24 mars, et l'Espagne en mai... La Triplice semble implicitement élargir ses rangs et étendre son domaine d'intervention géographique : Vienne obtient le soutien tacite de la Grande-Bretagne en Méditerranée orientale et dans les Balkans ; l'Allemagne reste le partenaire invisible.

La Triplice elle-même est renouvelable en mai 1887. Elle ne peut être reconduite purement et simplement : la diplomatie italienne est en position plus forte qu'en 1882. Deux accords, germano-italien et austro-italien, vont être signés dès le 20 février, avec trois mois d'avance – deux accords regroupés dans un protocole final, en une sorte d'unité en quatre parties, avec reconduction de la Triplice pour cinq nouvelles années. L'accord entre l'Italie et la Double Monarchie prévoyait que, en cas d'extension de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, l'Italie serait consultée et recevrait une compensation égale. L'engagement allemand était plus prononcé (et expliquait la séparation des deux textes) : Berlin accorderait son appui militaire à l'Italie dans le cas où celle-ci, inquiète des empiétements de la France, engagerait une guerre contre elle... De défensive, la Triplice se faisait ici offensive – constaterent gravement les exégètes du droit international de ce XIX<sup>e</sup> siècle finissant.

Reste le risque d'une alliance franco-russe qui prendrait à revers la nouvelle construction bismarckienne. L'Entente des